



## &gt; DOSSIER

## VERS LA REGULATION DU BITCOIN ? (partie II)

Avec la publication, le 4 août, d'un « Rapport d'information du Président et du Rapporteur général de la commission des finances sur les enjeux de la régulation des monnaies virtuelles et notamment du *bitcoin* », le Sénat relance avec éclat le passionnant débat sur les monnaies cryptographiques ! (juste à temps pour compléter NDP 131 !)

Avec l'analyse de ce document important, soucieux de réussir à recueillir les fruits d'une innovation dont la vitesse de diffusion suffit à montrer qu'elle répond à des besoins jusque là non satisfaits, NDP donne la parole, dans ce second volet de notre dossier, aux acteurs de cette nouvelle monnaie.

A la recherche des convergences qui se dessinent ...

### Interview de Philippe Rodriguez, président de Bitcoin-France

**NDP : Pouvez-vous nous présenter en quelques mots l'association Bitcoin-France ?**

**Philippe Rodriguez :** Bitcoin-France est une association qui a vocation à fédérer les différents acteurs de l'univers du Bitcoin. Sa mission comporte trois principaux aspects :

- La **promotion** du Bitcoin, de la monnaie virtuelle mais aussi du protocole technologique qui la sous-tend et des applications qu'il permet

(Suite page 3)



## DOSSIER

Pages 2 à 9

- > La position de Bitcoin-France : Philippe Rodriguez
- > Interview de Gonzague Grandval, DG de Paymium
- > Le Sénat ouvre le jeu en faveur des nouvelles monnaies
- > CANTON Y RÉFLÉCHIT...

## ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO

## REPÈRES

Pages 10 et 11

- > Token, première étude de style dans les paiements !
- > IKEA France se convertit au NFC
- > La Cour d'Appel de Paris condamne le *surcharging* comme contraire à l'ordre public économique

## DÉCODAGES

Pages 12 à 14

Le MSU lance les grandes mutations bancaires : le cas de la Banque Centrale d'Irlande

## 360° DANS LE MONDE

Page 11

**Algérie** Telecom lance le service de e-paiement KHLASS  
**Maroc** les cartes bancaires progressent

## ÉDITO

### Le SEPA, c'est (re)parti !

Pour mémoire, la date butoir de la migration aux virements et prélèvements SEPA (respectivement SCT et SDD) était prévue pour le 1er février 2014 mais au regard du manque de préparation des entreprises et du faible taux d'utilisation des instruments SEPA (26 % pour les SDD en novembre 2013 pour tout l'Espace européen — 12% en France), la Commission européenne s'était résolue à accorder un nouveau sursis de six mois aux retardataires. Ainsi, jusqu'à ce 1er août, les prestataires de services de paiement pouvaient encore accepter des ordres de virement et de prélèvement aux formats nationaux.

Ce n'est plus la cas : désormais le RIB est définitivement remplacé par l'IBAN et le BIC, ce dernier ayant vocation à disparaître. Les pays membres de l'UE n'appartenant pas à la zone euro ont encore jusqu'au 31 octobre 2016 pour achever leur migration. Mais en pratique, ceux-ci s'avèrent les plus avancés dans la migration.

Côté particuliers, le principal impact sera l'apparition de nouveaux droits relativement aux prélèvements : la possibilité de demander à leur banque la mise en place d'une « liste noire » de créanciers interdits de débiter leur compte, ou d'une « liste blanche » autorisant certains créanciers à débiter leur compte, à l'exclusion de tous les autres. Des droits encore difficiles à faire jouer selon l'association des consommateurs UFC-Que Choisir.

De jolis progrès ont été réalisés en 6 mois : d'après le communiqué de presse du comité national SEPA du 9 juillet, la migration était achevée à 95% pour les émetteurs de virements et à 90% pour les émetteurs de prélèvements. Il semblerait donc que le cataclysme annoncé ait été évité !

Cités dans ce numéro : Algérie Telecom, Bitcoin Foudantion, Bitcoin-France, Ikea France, Paymium, Rakuten GmbH, Ryanair,